Document généré le 15 mai 2024 05:39

Recherches sociographiques

Jean-Pierre COLLIN *et al., La Rive-Sud de Montréal : dynamique intermunicipale et intégration métropolitaine*

Louis Guay

Volume 41, numéro 1, 2000

URI : https://id.erudit.org/iderudit/057346ar
DOI : https://doi.org/10.7202/057346ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Guay, L. (2000). Compte rendu de [Jean-Pierre COLLIN *et al., La Rive-Sud de Montréal : dynamique intermunicipale et intégration métropolitaine*]. *Recherches sociographiques*, *41*(1), 141–143. https://doi.org/10.7202/057346ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 2000

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Pour Luc-Normand Tellier, les sommes ainsi accumulées serviraient d'abord à alimenter un fonds visant à assurer la relance de la partie centrale de l'agglomération. Le péage est certes une taxe facile à comprendre ; il ne s'agit pas pour autant d'une taxe juste, surtout si elle est conçue pour alimenter un fond de développement. Et cela d'autant plus que toutes les villes de la banlieue ne sont pas appelées à contribuer également, comme nous l'avons mentionné plus haut.

La métropole continue de poser un problème aux autorités québécoises, qui hésitent, tergiversent, improvisent. On peut douter de la capacité du gouvernement du Québec de s'attaquer aux problèmes de la région de Montréal. Les solutions sont loin d'être faciles, comme nous le montrent les différents auteurs qui ont contribué à la réflexion sur les défis et les options de la relance de Montréal. Il nous faut un véritable débat sur ces questions. Le principal mérite du livre est de contribuer à ce débat, qui semble, en cette fin de l'été 1999, plutôt mal engagé, même les textes réunis par Luc-Normand Tellier n'abordent pas directement les causes du déclin de Montréal, ni non plus les solutions qui doivent être adoptées pour assurer la relance (économique s'entend) de Montréal.

Paul LEWIS

Institut d'urbanisme,
Université de Montréal.

Jean-Pierre COLLIN *et al.*, *La Rive-Sud de Montréal : dynamique intermunicipale et intégration métropolitaine*, Montréal, INRS-Urbanisation, 1998, 274 p.

Les feux actuellement braqués sur les problèmes de la ville et de l'île de Montréal masquent les dynamismes sous-régionaux de l'agglomération urbaine de Montréal, dont l'intérêt économique, social et institutionnel ne se limite plus à la seule ville centre. Il faut savoir gré à Jean-Pierre Collin d'avoir répondu à une demande de la municipalité de Longueuil pour effectuer une étude de la Rive-Sud de Montréal et de ses interactions avec la ville centre. Réunissant une équipe diversifiée et compétente, Collin a peint un portrait à plusieurs facettes de la réalité de cet ensemble de banlieues, qui a connu des changements socioéconomiques importants depuis une trentaine d'années.

La Rive-Sud, c'est d'abord la réunion en quatre municipalités régionales de comté (MRC) de 38 municipalités de taille et de statut socioéconomique variables. Ce territoire fait partie de ce que l'on nomme, depuis 1985, la Montérégie, issue d'un découpage administratif encore peu significatif du point de vue de la cohésion sociale, politique et économique. Quel intérêt d'étudier un sous-ensemble urbain, hormis de répondre à une commande en provenance d'acteurs politiques locaux ? En réalité, il y en a deux. Le premier repose sur la différenciation intra-urbaine que l'on observe dans bon nombre de régions urbaines. Plus ces régions se développent et plus elles croissent, plus elles ont tendance à se différencier. En leur sein, on voit

naître des portions de territoire qui gagnent en autonomie économique et affichent une identité sociale plus marquée. Cela conduit souvent les acteurs institutionnels et politiques à revendiquer une plus grande autonomie administrative et institutionnelle face à des pouvoirs centraux. L'autre raison est d'ordre strictement politique. Elle concerne la menace, réelle ou présumée, qui pèse sur les régions urbaines en faveur d'une intégration administrative et politique plus forte. La création récente à Toronto d'une super-municipalité fait probablement l'envie de plusieurs maires de ville-centres canadiennes. Bien que les auteurs ne le disent pas, on peut supposer que les acteurs politiques de la Rive-Sud ont vu dans les conclusions de leur étude matière à renforcer leurs propres positions. Leur sous-région se transforme et s'autonomise sur les plans social et économique, ce qui justifie le renforcement des structures en place. Pourtant, la Rive-Sud n'est pas encore objet de convoitise de la part de la ville centre. Les problèmes et les ambitions de celle-ci sont ailleurs. C'est plus face au pouvoir provincial que les acteurs locaux cherchent à affirmer leurs particularités.

Les rapports entre Montréal et sa banlieue sud ont changé au cours des dernières décennies. Après avoir établi l'évolution historique de la Rive-Sud depuis l'industrialisation de Montréal, les auteurs présentent un ensemble de caractéristiques socioéconomiques qui montrent, d'une part, l'autonomie croissante de la sous-région par rapport à la ville centre et, d'autre part, la différenciation qui se produit sur son propre territoire. La Rive-Sud a débuté plus ou moins comme une banlieue de Montréal, développée par des décisions publiques, le chemin de fer en particulier, mais aussi sous l'impact de décisions privées de citadins plus à l'aise à la recherche d'un environnement urbain de meilleure qualité. Son expansion la plus forte date des années 1960 et 1970 durant lesquelles l'urbanisation de la région montréalaise fut rapide et soutenue et au cours desquelles les interventions des pouvoirs publics en matière d'équipements et d'infrastructures ont pu permettre, voire encourager, la fuite vers la banlieue. Nous parvenons aujourd'hui à une Rive-Sud qui n'est plus tout à fait une « banlieue dortoir » traditionnelle, mais qui est loin d'être un ensemble urbain fortement indépendant. Les données d'une enquête sur les déplacements quotidiens des résidants de la couronne sud en témoignent éloquemment : si les déplacements quotidiens vers Montréal ont chuté régulièrement depuis 1974, la ville centre représente encore 65 % des destinations de tous les jours (p. 103). L'augmentation des déplacements internes à la couronne sud, à des fins de travail, d'achats, de loisirs, est une preuve de l'attrait que la banlieue sud exerce de plus en plus sur ses propres résidants.

Les auteurs consacrent un chapitre à l'examen des dépenses budgétaires municipales, qui ne révèlent pas de grandes surprises. À part la taille de la population, qui influence certains postes budgétaires, les dépenses sont en gros héritières de la différence fondamentale entre municipalités urbaines et municipalités rurales. Les municipalités urbaines présentent toutefois fort peu de contrastes entre elles. Les dépenses sont assez semblables d'une ville à l'autre, ce que les auteurs interprètent comme un indice de « cohésion sociale et institutionnelle » (p. 162). Ils passent toutefois sous silence des différences qu'il aurait été préférable de regarder d'un peu plus près. Ces différences auraient pu dire beaucoup plus sur les enjeux locaux et sur l'influence qu'ils peuvent exercer sur la

répartition des ressources. Il est peu fait mention, par exemple, des enjeux relatifs à l'aménagement, à l'urbanisme et à la protection de l'environnement qui apparaissent dans la plupart des grands centres urbains. Il serait étonnant que la Rive-Sud ait pu échapper aux changements de valeurs et d'attitudes face au cadre urbain, qui ont animé les demandes des citadins et leurs intérêts accrus pour la qualité de la vie et de l'habitat urbains.

Un des aspects les plus intéressants de l'ouvrage découle de l'analyse des institutions administratives et politiques locales. Les auteurs montrent que la volonté d'autonomie de la Rive-Sud est davantage portée par les acteurs institutionnels régionaux au sein de l'administration du gouvernement québécois. Ce qui est ici observé n'a rien d'original ; nombreux sont les centres administratifs régionaux qui se plaignent du manque d'autonomie décisionnelle dont ils auraient besoin pour mieux répondre aux attentes des milieux qu'ils doivent desservir. Leur combat se fait principalement contre Québec et, par conséquent, moins dans le cadre des institutions de la région de Montréal. Il reste toutefois que les acteurs politiques locaux sont jaloux de leurs pouvoirs propres, comme le prouve la faible évolution des fusions municipales.

Les auteurs terminent leur étude par quelques réflexions sur l'avenir des gouvernements supra-municipaux. Ils observent, à l'échelle du continent, une tendance de plus en plus marquée pour des structures de gouvernement, ou des formes de gouvernance, englobant de vastes régions urbaines. Depuis la création, en 1969, des Communautés urbaines, peu de progrès ont été réalisés en faveur de regroupements municipaux, administratifs et politiques, qui tiennent compte du rôle que doivent jouer les régions urbaines dans un contexte de mondialisation. D'autres régions urbaines canadiennes ont poursuivi une intégration plus forte. Vers quoi se dirige la région de Montréal ? Quelle sera la place de la Rive-Sud dans les décisions et dans les structures nouvelles, si elles surgissent ? Devant les forces opposées de différenciation et d'interaction accrue, les auteurs, sur la base de leur analyse, plaident en faveur non pas de structures régionales unitaires, mais de formes intermédiaires qui seraient mieux à même de respecter les particularités sous-régionales, comme de tenir compte des nombreux liens qui unissent une banlieue et une ville centre.

Louis GUAY

Département de sociologie,
Université Laval.